

# maoïsme et/ou marxisme-léninisme ?

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2016/11/02/maoisme-etou-marxisme-leninisme/>

***Contrairement à une idée reçue, Mao Zedong a soutenu la politique de Khrouchtchev concernant la liquidation des Stations de Machines et Tracteurs en URSS...***

*Si par la suite le PCC s'est officiellement opposé à la ligne du XXème Congrès du PCUS, il n'en avait pas moins commencé par s'opposer encore plus nettement, en ce qui concerne la construction du socialisme, à la ligne du XIXème, où Staline et les marxistes-léninistes ont défendu la survie des SMT comme élément essentiel du développement économique socialiste.*

Contrairement à une idée également très répandue, en 1952, à la veille du XIXème Congrès, la domination de la ligne marxiste-léniniste était loin d'être assurée en URSS... Les propositions faites à cette occasion et les débats du congrès en attestent. A peine plus de 10 ans après l'invasion fasciste hitlérienne, l'URSS n'en était pas moins déjà redevenue une des premières puissances mondiales.

En Chine, en 1958, également à peine 10 ans après la libération, Mao projette, avec la politique du « Grand Bond en Avant », de hisser en quelques années la Chine au rang des premières puissances mondiales... En 1960, il entendait encore maintenir cet objectif...« *Si l'on en juge par la situation actuelle, il semble que, dans le domaine de la production de produits industriels essentiels, nous pourrions rattraper l'Angleterre dans trois ans.* » ( *Notes de lecture sur le Manuel d'Économie Politique de l'URSS* »\_Mao Zedong\_1960\_P173)

Pourtant, comme on le sait aujourd'hui, l'histoire en avait déjà jugé autrement. Mais en 1960, également, avec la politique Khrouchtchévienne, l'URSS n'en était pas moins déjà engagée sur la pente de son déclin. Il ne s'agit pas ici de polémiquer, mais de présenter quelques uns des éléments historiques qui expliquent ces deux voies de l'échec, pour en tirer des leçons positives, éventuellement utiles pour reconstruire un projet politique ouvrant une nouvelle perspective au socialisme prolétarien.

\*\*\*\*\*

(Petite chronologie du sujet:

\_1952, à l'occasion de la préparation du XIXème Congrès du PCUS, les économistes soviétiques Sanina et Venger proposent le démantèlement des SMT et la vente des machines aux kolkhozes.

\_D'autres propositions vont carrément dans le sens de la liquidation des kolkhozes par leur intégration au système des sovkhozes.

\_Staline, sur le point d'être mis en minorité par les révisionnistes de droite comme « de gauche », prend la défense des kolkhozes, et montre que leur sort est lié à celui des SMT. De cet exemple, il fait une question de fond, se rapportant au débat théorique concernant la loi de la valeur.

\_1953, décès de Staline, dans des conditions non encore entièrement élucidées, et prise du pouvoir par Khrouchtchev.

\_1956, au XXème Congrès du PCUS, Khrouchtchev attaque violemment l'héritage politique de Staline, qu'il couvre de calomnies, en s'appuyant hypocritement sur le relai des médias occidentaux.

\_1958, Mao, tout en lançant sa politique du « Grand Bond en Avant », critique violemment la voie suivie par l'URSS et Staline pour l'édification du socialisme. Il approuve la politique des « réformes » khrouchtchéviennes concernant la liquidation des SMT, conséquence effective du XXème Congrès du PCUS, qui a vu la victoire des révisionnistes et l'abandon de la ligne marxiste-léniniste du XIXème Congrès.

\_1960, le « Grand Bond en Avant » est déjà un échec historique tragique, mais Mao continue d'affirmer qu'il représente la « voie chinoise au socialisme », tout en faisant une relative autocritique interne au PCC, semble-t-il, mais dont on n'a pas retrouvé trace.

\_Au début des années 60, s'amorce la rupture entre Mao et Khrouchtchev, alors que tant en URSS qu'en Chine, les conséquences des nouveaux choix politiques se font durement sentir pour le prolétariat, notamment rural.)

\*\*\*\*\*

(Les documents présentés ci-dessous sont des pages du livre des inédits de Mao Zedong, **publiés au Seuil, en 1975**, sous l'autorité de Mr **Hu Chi-hsi**, chercheur au CNRS, et regroupant trois textes de 1958, 1959 et 1960, sous le titre :

**Mao Tsé-toung et la construction du socialisme** – Modèle soviétique ou voie chinoise )

A propos des *Problèmes économiques du socialisme en URSS* de Staline  
(novembre 1958)

Les comités provinciaux et régionaux du Parti doivent étudier ce livre. Sa lecture, dans le passé, n'a pas laissé d'impression profonde. Il convient de l'étudier désormais en le confrontant avec les réalités chinoises. Dans les trois premiers chapitres, beaucoup de choses méritent de retenir notre attention. Bien des choses décrites dans ces chapitres sont justes. En certains endroits, cependant, il se peut que Staline lui-même n'ait pas réussi à faire le point. Dans le premier chapitre, par exemple, il ne consacre que quelques phrases aux lois objectives et à l'économie planifiée sans développer ces problèmes. Peut-être dans son esprit l'économie planifiée de l'Union soviétique reflétait-elle déjà les lois objectives. Quant aux problèmes de l'industrie lourde, de l'industrie légère et de l'agriculture, l'Union soviétique n'a guère prêté d'attention aux deux derniers. Il en résulte qu'elle a dû en subir les conséquences. En outre, les rapports entre l'intérêt immédiat et l'intérêt à long terme du peuple sont mal établis chez les Soviétiques ; ils marchent essentiellement sur une jambe. Entre le Plan soviétique et le Plan chinois, lequel en fin de compte est le plus conforme à un développement planifié et proportionné ? Enfin, Staline ne met en relief que la technologie et les cadres techniques. Il ne veut que la technique et les cadres. Il ignore la politique et les masses. Là aussi, il marche sur une jambe. Dans le domaine de l'industrie, il met

l'accent sur l'industrie lourde et néglige l'industrie légère. Là encore, il marche sur une jambe. En ce qui concerne les relations mutuelles entre les différents secteurs de l'industrie lourde, Staline n'indique pas non plus l'aspect essentiel de la contradiction. Il met l'accent sur l'industrie lourde, disant que l'acier en est la base et que les machines en sont le cœur. Quant à nous, nous estimons que dans le domaine de l'agriculture, la production des céréales constitue le principe directeur ; et que dans le domaine de l'industrie, c'est la production de l'acier qui est le principe directeur. En considérant l'acier comme le principe directeur, nous procurons la matière première à nos industries et l'industrie mécanique se développe en conséquence. Dans le premier chapitre de son livre, Staline pose le problème et parle des lois objectives. Mais il ne donne pas de réponse satisfaisante à ce problème.

Le deuxième chapitre traite du problème des marchandises et le troisième de la loi de la valeur. Je suis assez d'accord sur beaucoup des points de vue qui y sont exprimés. Staline divise la production en deux grandes catégories et affirme que les moyens de production ne sont pas des marchandises. Cela mérite d'être étudié. En Chine, dans le secteur de l'agriculture, bon nombre de moyens de production doivent encore être considérés comme des marchandises. A mon avis, la dernière des trois lettres de Staline, placées en annexes de son livre, exprime un point de vue presque totalement erroné<sup>1</sup>. On y

1. Il s'agit d'une lettre de Staline datée du 28 septembre 1952 et adressée à deux économistes soviétiques, A. V. Sanina et V. G. Venger. Ceux-ci avaient soumis à Staline une proposition préconisant la vente aux kolkhozes des principaux instruments de production groupés dans les stations de machines et de tracteurs. Dans sa réponse, Staline affirmait que cette mesure ferait subir aux kolkhozes des pertes énormes, les ruinerait, compromettrait la mécanisation de l'agriculture, ralentirait la cadence de la production kolkhozienne.

Dans le contexte actuel, où les communistes authentiques, c'est à dire « dissidents » des partis sociaux-chauvins, révisionnistes, et/ou sectaires-dogmatiques, et/ou néo-spontanéistes, tentent une nouvelle convergence à partir d'origines politiques néanmoins très différentes, certains restant attachés à l'idéologie maoïste, il n'est pas superflu de tenter de faire le point sur ce que signifie la construction du socialisme, dans la mesure où cela reste le véritable objectif politique stratégique des communistes, à l'étape actuelle.

C'est pourquoi nous republions à la suite, directement dans cet article, la partie du texte de Staline concernant la défense des SMT, en réponse à Sanina et Venger. **L'intégralité de la réponse est disponible en PDF, ici :**

[J-Staline-reponse-a-Sanina-et-Venger](#)

Pour une édition complète du livre :

[LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS](#)

(Où l'on découvre l'intensité du débat en Union Soviétique « stalinienne », contrairement à une idée reçue, et complaisamment colportée, y compris au sein de la prétendue « gauche »...!)

\*\*\*\*\*

discerne une grande méfiance à l'égard des paysans, ainsi que la volonté de ne pas relâcher le contrôle sur les machines agricoles. D'un côté, Staline dit que les moyens de production appartiennent à l'Etat tandis que de l'autre, il affirme que ceux-ci sont trop chers pour les paysans. En réalité, il se trompe lui-même. L'Etat exerce un contrôle asphyxiant sur les paysans et Staline n'a pas trouvé la bonne méthode et la bonne voie qui mènent du capitalisme au socialisme et du socialisme au communisme. Pour lui, c'est une chose très embarrassante.

La forme de marchandise est léguée par le capitalisme. Provisoirement, nous devons encore la conserver. L'échange des marchandises et la loi de la valeur ne jouent pas un rôle régulateur dans notre production. En Chine, ce sont la planification, le Grand Bond en avant planifié et le principe de la primauté de la politique qui exercent une action régulatrice. Staline ne parle que des rapports de production. Il ne parle ni de la superstructure, ni des relations entre celle-ci et la base économique. Chez nous, les cadres participent au travail manuel et les ouvriers à la gestion des entreprises. Nous envoyons les cadres travailler à la campagne ou dans les usines afin de les former. Nous abolissons les vieilles règles et les vieux systèmes. Tout cela touche à la superstructure, c'est-à-dire à l'idéologie. Staline parle uniquement d'économie ; il n'aborde pas la politique. Bien qu'il mentionne le travail bénévole, en fait, chez lui, personne ne veut se sacrifier en travaillant une heure de plus. Il ne parle pas du rôle de l'homme, ni de celui des travailleurs. Il faut savoir que sans le mouvement communiste, il est difficile de passer au communisme. L'expression « tous pour moi, moi pour tous » n'est pas appropriée car le moi est toujours là. D'aucuns disent que cette expression a été employée par Marx. Même si c'était vrai, nous ne sommes pas obligés de lui faire de la propagande. « Tous pour moi » signifie tout le monde travaille pour

moi. « Moi pour tous » : à combien de personnes pourrais-je rendre service ?

Le pouvoir légal de la bourgeoisie se manifeste dans l'enseignement juridique bourgeois. Nous devons détruire une partie de l'idéologie de ce pouvoir. Nous devons nous débarrasser résolument de l'attitude arrogante, des trois mauvais styles, des cinq airs indésirables<sup>1</sup> et du mépris pour les simples travailleurs. Mais il ne faut pas supprimer d'un seul coup la circulation des marchandises, la forme de marchandise et la loi de la valeur, bien qu'elles appartiennent elles aussi à la bourgeoisie. La thèse qui préconise leur destruction immédiate est erronée. A un moment où nous faisons de la propagande pour éliminer totalement l'idéologie du pouvoir légal de la bourgeoisie, cette question doit retenir notre attention.

Dans une société socialiste, une minorité comprenant les propriétaires fonciers, les paysans riches, les éléments droitistes, etc., veut promouvoir et restaurer le capitalisme. Mais la très grande majorité des gens veut progresser vers le communisme. De même qu'on ne peut pas atteindre le ciel d'un seul bond, de même faut-il passer au communisme étape par étape. Dans les communes populaires, par exemple, la production des produits destinés à la consommation interne doit être augmentée et l'échange des marchandises développé concurremment. Nous avons recours à l'échange des marchandises et à la loi de la valeur comme instruments pour faciliter le développement de la production et le passage au communisme. La Chine est un pays où la production marchande est très en retard. L'année dernière, nous avons produit 370 milliards de *chin* de céréales<sup>2</sup>, dont environ

1. Dans la terminologie maoïste, les trois mauvais styles sont les styles bureaucratique, subjectif et dogmatique. Les cinq airs indésirables sont les airs arrogant, orgueilleux, nanti, paresseux et apathique.

2. Soit 185 millions de tonnes (un *chin* équivalant à 500 grammes).

.Non seulement Mao ne comprend pas l'analyse que Staline fait d'une situation concrète, mais cette incompréhension semble nettement provenir d'une confusion totale entre les étapes du développement socialiste, dans la perspective du passage au communisme. Dans la réponse de Staline à Sanina et Venger, le passage cité ci-dessous, notamment, lui répond également et en quelque sorte, par avance, ainsi qu'au projet du « Grand Bond en Avant », et de la structuration en « Communes Populaires » qui en résultera en Chine jusqu'au début des années 80.

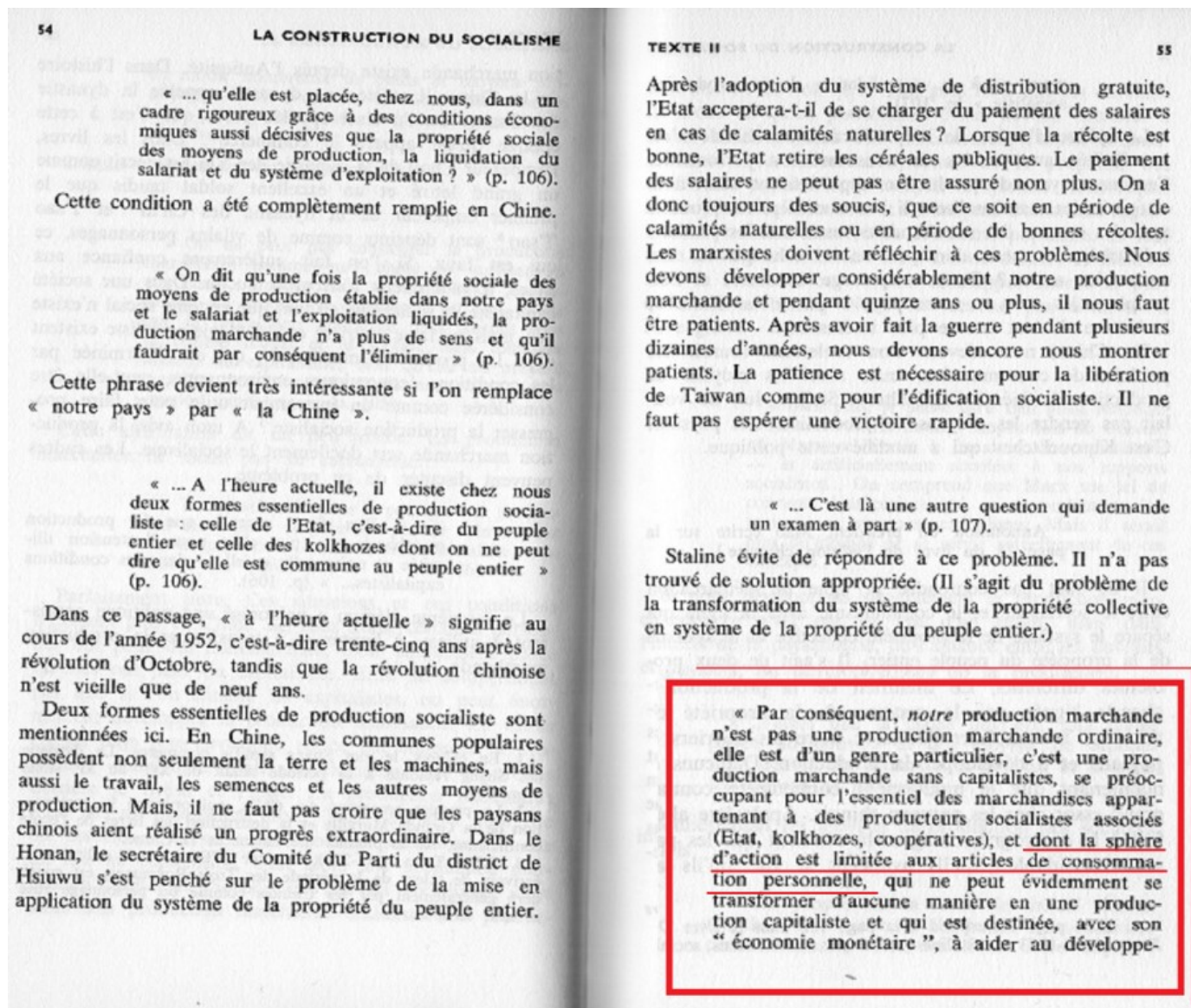
*“L'erreur essentielle des camarades Sanina et Venger, c'est qu'ils ne comprennent pas le rôle et l'importance de la circulation des marchandises en régime socialiste ; ils ne comprennent pas que la circulation des marchandises est incompatible avec la perspective de passer du socialisme au communisme. Ils pensent sans doute que l'on peut, même sous le régime de la circulation des marchandises, passer du socialisme au communisme, que la circulation des marchandises ne peut en l'occurrence constituer un obstacle. C'est une grave erreur, qui part d'une incompréhension du marxisme.*

*En critiquant la « commune économique » de Dühring, fonctionnant dans les conditions de la circulation des marchandises, Engels a montré, de façon probante, dans son Anti-Dühring, que l'existence de la circulation des marchandises doit amener inévitablement les « communes économiques » de Dühring à la renaissance du capitalisme. Evidemment, les camarades Sanina et Venger ne sont pas de cet avis. Tant pis pour eux. Mais nous,*

*marxistes, nous partons de la thèse marxiste bien connue, selon laquelle le passage du socialisme au communisme et le principe communiste de la répartition des produits selon les besoins, excluent tout échange de marchandises et, par suite, la transformation des produits en marchandises et, en même temps, leur transformation en valeur.*

*Voilà ce qu'il en est de la proposition et des arguments des camarades Sanina et Venger."*

\*\*\*\*\*



*En fin de compte, Mao pointe malgré tout de manière révélatrice*

*la différence essentielle entre lui et Staline, concernant*

*la signification du socialisme comme phase de transition*

*vers le communisme, par cette citation, (ci-dessus, p55)*

*où en réalité Staline reprend le principe essentiel développé*

*par Marx dans la Critique du Programme de Gotha,*

*à laquelle Mao répond aussitôt (ci-dessous, p56) par un rejet*

on ne peut plus net, et par un soutien clairement exprimé

à la politique de Khrouchtchev, sur ce point fondamental :

ment et à la consolidation de la production socialiste » (p. 107).

La sphère d'action de la production marchande n'est pas limitée aux articles de consommation personnelle. Certains moyens de production appartiennent aussi à la catégorie des marchandises. Si l'on considère les produits agricoles comme des marchandises, mais non les produits industriels, comment alors peut-on les échanger les uns contre les autres ? Dans ce passage du livre, si l'on remplace les mots « notre pays » par « la Chine », la lecture devient encore plus intéressante.

En Chine, nous devons non seulement fournir les produits de consommation, mais aussi les moyens de production destinés à l'agriculture. Staline, lui, ne voulait pas vendre les moyens de production aux paysans. C'est Khrouchtchev qui a modifié cette politique.

Annotation du président Mao écrite sur la page 13 du livre de l'édition chinoise<sup>1</sup> :

Il ne faut pas confondre la ligne de démarcation entre le socialisme et le communisme avec la ligne qui sépare le système de la propriété collective et le système de la propriété du peuple entier. Il s'agit de deux problèmes différents. Le maintien de la production marchande léguée par le système de la propriété collective vise à consolider l'alliance entre les ouvriers et les paysans et à développer la production. D'aucuns disent maintenant que le mouvement communiste connaît un grand essor chez les paysans chinois. Après être allés une fois à la campagne, ces gens-là estiment que les paysans sont formidables, qu'ils avancent si vite qu'ils arrive-

1. Cette page correspond à la page 108 dans le livre *Derniers Ecrits 1950-1953* de Staline publié par les Editions sociales.

\*\*\*\*\*

Pour ce qui est des conséquences de ces choix politiques, le recul agricole en URSS a entraîné une dépendance aux importations de blé américain, et pour la Chine, outre un grave déficit alimentaire pour plusieurs années (\*), un retard chronique dans la

mécanisation agricole, qui n'est toujours pas rattrapé, alors que l'URSS avait préalablement déjà atteint le niveau des USA, dans ce domaine, à la veille de la 2ème guerre mondiale...

\*\*\*\*\*

## *Chine/Modernisation de l'agriculture*

### *Aboutissement prévu en 2050, selon un rapport chinois...*

( 22.05.12)

<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/chine-modernisation-de-l-agriculture-aboutissement-prevu-en-2050-selon-un-rapport-1,0,85385509.html>

*Selon un rapport de l'Académie des sciences chinoise intitulé « La modernisation chinoise 2012 », publié le 13 mai à Beijing, la Chine achèvera la modernisation de son agriculture en 2050, ont indiqué les agences de presse chinoises.*

*L'augmentation de la productivité du travail agricole, l'accélération de la restructuration structurelle ainsi que l'amélioration de la qualité de vie des paysans sont les trois principales orientations de la modernisation agricole chinoise, selon ce document.*

*Le rapport souligne qu'en 2008, la production du blé, du riz et des céréales en Chine avait atteint le niveau des pays développés, **mais la productivité du travail agricole restait encore très faible, soit 47 % du niveau mondial moyen. Et même jusqu'à 1 % de la productivité moyenne du travail agricole dans les pays les plus performants comme les USA, la France ou le Japon, souligne le rapport.***

*Selon le document, le secteur agricole constitue à ce jour un frein pour la modernisation de la Chine, **avec un retard technologique de plus d'un siècle comparé au niveau technologique des USA ou du Royaume-Uni, ou plus de trente années comparé à la Corée du Sud à la fin de 2008.***

*La Chine aura donc besoin, pour rattraper son retard de productivité du travail agricole, de trouver un autre emploi pour 280 millions d'agriculteurs, afin de ramener la population active des régions rurales de 310 millions à 31 millions de travailleurs durant les 40 prochaines années, estime le rapport.*

*Actuellement, en Chine, la surface agricole par personne équivaut à 40 % de la moyenne mondiale, et ses ressources individuelles en eau sont trois fois moindres que celles de la moyenne mondiale.*

\*\*\*\*\*

*(\* 16,5 millions de morts, selon les autorités chinoises actuelles )*

\*\*\*\*\*

Pour comprendre la cohérence marxiste-léniniste de la ligne du XIXème Congrès du PCUS, en rapport avec la situation concrète de l'URSS, et comment les voies soviétiques et chinoises se sont éloignées rapidement d'une telle cohérence, notamment à partir du XXème Congrès, voir:

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2016/09/08/1949-1960-chine-urss-marx-au-banc-dessai-de-lhistoire-contre-la-wertkritik-3eme-partie/>

Et l'ensemble de l'étude en l'état actuel :

[Marx au banc d'essai de l'Histoire](#)

[https://tribunemlreypa.files.wordpress.com/2016/09/marx-au-banc-dessai-de-lhistoire\\_vf.pdf](https://tribunemlreypa.files.wordpress.com/2016/09/marx-au-banc-dessai-de-lhistoire_vf.pdf)

\*\*\*\*\*

### ***Contre la liquidation des SMT...***

**(...) Les camarades Sanina et Venger proposent, comme mesure essentielle, de vendre en propre aux kolkhozes les principaux instruments de production concentrés dans les stations de machines et de tracteurs ; de décharger par ce moyen l'Etat de ses investissements de capitaux dans l'agriculture et de faire assumer aux kolkhozes la responsabilité de l'entretien et du développement des stations de machines et de tracteurs. Ils disent :**

Il serait faux de croire que les investissements kolkhoziens doivent être principalement affectés aux besoins culturels de la campagne kolkhozienne, tandis que l'Etat doit fournir, comme précédemment, la masse essentielle des investissements pour les besoins de la production agricole. Ne serait-il pas plus juste d'exonérer l'Etat de ces charges, puisque les kolkhozes sont parfaitement à même de les assumer ? Il y aura suffisamment d'entreprises où l'Etat pourra investir ses ressources, afin de créer dans le pays une abondance d'objets de consommation.

Pour justifier leur proposition, les auteurs avancent plusieurs arguments.

Premièrement. Se référant aux paroles de Staline disant que les moyens de production ne se vendent pas même aux kolkhozes, les auteurs de la proposition mettent en doute cette thèse de Staline et déclarent que l'Etat vend cependant aux kolkhozes des moyens de production, tels que le petit outillage comme faux et faucilles, petits moteurs, etc. Ils estiment que si l'Etat vend aux kolkhozes ces moyens de production, il pourrait également leur vendre tous les autres moyens de production, par exemple, les machines des S.M.T. (Stations de machines et tracteurs, N. Ed.).

Cet argument ne tient pas. Certes, l'Etat vend aux kolkhozes le petit outillage, comme cela se doit d'après les Statuts de l'artel agricole et la Constitution. Mais peut-on mettre sur le même plan le petit outillage et ces moyens essentiels de la production agricole que sont les machines des S.M.T. ou, mettons, la terre qui, elle aussi, est un des moyens essentiels de la production dans l'agriculture. Il est clair que non. On ne peut pas le faire, le petit outillage ne décidant en aucune mesure du sort de la production kolkhozienne, tandis que les moyens de production tels que les machines



des S.M.T. et la terre décident pleinement du sort de l'agriculture dans nos conditions actuelles. Il est aisé de comprendre que lorsque Staline dit que les moyens de production ne se vendent pas aux kolkhozes, il ne pense pas au petit outillage, mais aux moyens essentiels de la production agricole : les machines des S.M.T., la terre. Les auteurs jouent sur les mots « moyens de production » et confondent deux choses différentes sans s'apercevoir qu'ils font fausse route.

Deuxièmement. Les camarades Sanina et Venger se réfèrent ensuite au fait qu'au début du mouvement kolkhozien de masse — fin de 1929 et début de 1930, — le Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. était lui-même partisan de la remise des stations de machines et de tracteurs en propre aux kolkhozes, ceux-ci devant rembourser la valeur des S.M.T. dans un délai de trois ans. Ils considèrent que, bien que cette initiative ait alors échoué, « en raison de la pauvreté » des kolkhozes, maintenant que les kolkhozes sont riches, on pourrait revenir à cette politique, à la vente des S.M.T. aux kolkhozes. Cet argument ne tient pas non plus. Le Comité central du P. C. (b) de l'U.R.S.S. avait effectivement pris une décision relative à la vente des S.M.T. aux kolkhozes, au début de 1930. Cette décision avait été prise sur la proposition d'un groupe de kolkhoziens de choc, à titre d'expérience, à titre d'essai, pour revenir à bref délai, sur cette question et l'examiner à nouveau. Or, la première vérification a montré le caractère irrationnel de cette décision et, au bout de quelques mois, c'est-à-dire à la fin de 1930, cette décision fut rapportée.

L'extension du mouvement kolkhozien et le développement de l'édification des kolkhozes ont définitivement convaincu les kolkhoziens de même que les travailleurs dirigeants, que la concentration des principaux instruments de la production agricole entre les mains de l'Etat, dans les stations de machines et de tracteurs, est l'unique moyen d'assurer des rythmes élevés d'accroissement de la production dans les kolkhozes.

Nous nous réjouissons tous de l'accroissement intense de la production agricole dans notre pays, de la production accrue des céréales, du coton, du lin, de la betterave, etc. Où est la source de cet accroissement ? Elle est dans la technique moderne, dans les nombreuses machines perfectionnées qui desservent toutes ces branches de production. Il ne s'agit pas seulement de la technique en général ; il s'agit que la technique ne peut pas rester immobile, qu'elle doit constamment s'améliorer ; la technique ancienne doit être mise hors de service et remplacée par une technique moderne qui, à son tour, cédera le pas à un matériel encore plus parfait. Sinon le progrès de notre agriculture socialiste serait inconcevable, inconcevables les grandes récoltes, l'abondance des produits agricoles. Mais que signifie mettre hors de service des centaines de mille tracteurs à roues et les remplacer par des tracteurs à chenilles, remplacer des dizaines de milliers de moissonneuses-batteuses périmées par de nouvelles, créer de nouvelles machines, par exemple, pour les cultures industrielles ? Cela signifie engager des dépenses se chiffrant par des milliards et qui ne pourront être récupérées que dans six ou huit ans. Nos kolkhozes, même s'ils sont des kolkhozes-millionnaires, peuvent-ils assumer ces dépenses ? Non, ils ne le peuvent pas, car ils ne sont pas à même de dépenser des milliards qui ne pourront être récupérés que dans six ou huit ans. L'Etat seul peut se charger de ces dépenses, lui seul étant capable de supporter les pertes entraînées par la mise hors de service des vieilles machines et leur remplacement par de nouvelles, lui seul étant capable de

supporter ces pertes pendant six ou huit ans, et d'attendre l'expiration de ce délai pour récupérer ses dépenses.

Que signifie, après tout cela, exiger que les S.M.T. soient vendues en propre aux kolkhozes ? Cela signifie faire subir aux kolkhozes des pertes énormes, les ruiner, compromettre la mécanisation de l'agriculture, ralentir la cadence de la production kolkhozienne.

D'où la conclusion : en proposant de vendre les S.M.T. aux kolkhozes, les camarades Sanina et Venger font un pas en arrière et essaient de faire tourner à rebours la roue de l'histoire.

Admettons un instant que nous ayons accepté la proposition des camarades Sanina et Venger, et commencé à vendre en propre aux kolkhozes les principaux instruments de production, les stations de machines et de tracteurs. Qu'en résulterait-il ? Il en résulterait, premièrement, que les kolkhozes deviendraient propriétaires des principaux instruments de production, c'est-à-dire qu'ils se trouveraient placés dans une situation exceptionnelle qui n'est celle d'aucune entreprise dans notre pays, car, on le sait, les entreprises nationalisées elles-mêmes ne sont pas chez nous propriétaires des instruments de production. Comment pourrait-on justifier cette situation exceptionnelle des kolkhozes, par quelles considérations de progrès, de marche en avant ? Peut-on dire que cette situation contribuerait à élever la propriété kolkhozienne au niveau de propriété nationale, qu'elle hâterait, le passage de notre société du socialisme au communisme ? Ne serait-il pas plus juste de dire que cette situation ne pourrait qu'éloigner la propriété kolkhozienne de la propriété nationale et aboutirait à nous éloigner du communisme, au lieu de nous en rapprocher.

Il en résulterait, deuxièmement, un élargissement de la sphère d'action de la circulation des marchandises qui entraînerait dans son orbite une quantité énorme d'instruments de production agricole. Qu'en pensent les camarades Sanina et Venger ? L'élargissement de la sphère de la circulation des marchandises peut-il contribuer à notre avance vers le communisme ? Ne sera-t-il pas plus juste de dire qu'il ne peut que freiner notre avance vers le communisme ?

L'erreur essentielle des camarades Sanina et Venger, c'est qu'ils ne comprennent pas le rôle et l'importance de la circulation des marchandises en régime socialiste ; ils ne comprennent pas que la circulation des marchandises est incompatible avec la perspective de passer du socialisme au communisme. Ils pensent sans doute que l'on peut, même sous le régime de la circulation des marchandises, passer du socialisme au communisme, que la circulation des marchandises ne peut en l'occurrence constituer un obstacle. C'est une grave erreur, qui part d'une incompréhension du marxisme.

En critiquant la « commune économique » de Dühring, fonctionnant dans les conditions de la circulation des marchandises, Engels a montré, de façon probante, dans son *Anti-Dühring*, que l'existence de la circulation des marchandises doit amener inévitablement les « communes économiques » de Dühring à la renaissance du capitalisme. Evidemment, les camarades Sanina et Venger ne sont pas de cet avis. Tant pis pour eux. Mais nous, marxistes, nous partons de la thèse marxiste bien connue, selon laquelle le passage du socialisme au communisme et le principe communiste de la répartition des produits selon les besoins, excluent tout échange de marchandises

et, par suite, la transformation des produits en marchandises et, en même temps, leur transformation en valeur.

Voilà ce qu'il en est de la proposition et des arguments des camarades Sanina et Venger.

Que faut-il donc entreprendre, en fin de compte, pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de propriété nationale ?

Le kolkhoze est une entreprise d'un genre particulier. Il travaille sur la terre et cultive la terre qui n'est plus depuis longtemps une propriété kolkhozienne, mais nationale. Par conséquent, le kolkhoze ne possède pas en propre la terre qu'il cultive.

Poursuivons. Le kolkhoze travaille à l'aide d'instruments essentiels de production, qui ne sont pas propriété kolkhozienne, mais nationale. Par conséquent, le kolkhoze ne possède pas en propre les principaux instruments de production.

Ensuite. Le kolkhoze est une entreprise coopérative, il utilise le travail de ses membres et répartit les revenus parmi ses membres d'après les journées-travail fournies ; en outre, le kolkhoze possède des réserves de semences qui sont renouvelées chaque année et employés dans la production.

La question se pose : qu'est-ce donc que le kolkhoze possède en propre, où est la propriété kolkhozienne dont il peut disposer en toute liberté, comme il l'entend ? Cette propriété, c'est la production du kolkhoze, le fruit de la production kolkhozienne : blé, viande, beurre, légumes, coton, betterave, lin, etc., sans compter les bâtiments et les exploitations personnelles des kolkhoziens dans leurs enclos. Le fait est qu'une partie considérable de cette production, les excédents de la production kolkhozienne arrivent sur le marché et s'intègrent de cette façon au système de la circulation des marchandises. C'est ce qui empêche actuellement d'élever la propriété kolkhozienne au niveau de propriété nationale. C'est donc de ce côté-là qu'il faut activer le travail pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de propriété nationale.

Pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de propriété nationale, il faut que les excédents de la production kolkhozienne soient éliminés de la circulation des marchandises et intégrés au système d'échange de produits entre l'industrie d'Etat et les kolkhozes. Là est l'essentiel.

Nous n'avons pas encore de système développé d'échange de produits, mais il existe des embryons de cet échange sous forme de « paiement en marchandises » pour les produits agricoles. On sait que la production des kolkhozes cultivant le coton, le lin, la betterave, etc., est depuis longtemps « payée en marchandises » ; il est vrai que cela ne se fait que partiellement, pas en totalité, mais cela se fait tout de même. Remarquons en passant que le terme « paiements en marchandises », n'est pas heureux, qu'il faudrait le remplacer par « échange de produits ». La tâche est d'organiser dans toutes les branches de l'agriculture ces embryons d'échanges de produits et de les développer pour en faire un vaste système d'échange, de façon que les kolkhozes reçoivent pour leur production de l'argent, mais surtout les articles dont ils ont besoin. Ce système nécessitera un accroissement considérable de la production livrée par la ville au village ; il faudra donc l'introduire sans trop de précipitation au fur et à

mesure de l'accumulation des articles produits par la ville. Mais il faut l'introduire méthodiquement, sans hésiter, en restreignant pas à pas la sphère de la circulation des marchandises et en élargissant la sphère des échanges de produits.

Ce système, en restreignant la sphère de la circulation des marchandises, aidera à passer du socialisme au communisme. En outre, il permettra d'inclure la propriété essentielle des kolkhozes, la production kolkhozienne, dans le système d'ensemble de la planification nationale.

Ceci sera un moyen réel et décisif pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de propriété nationale dans nos conditions actuelles.

Ce système est-il avantageux pour la paysannerie kolkhozienne ? Il l'est incontestablement. Avantageux parce que la paysannerie kolkhozienne recevra de l'Etat des produits en quantité beaucoup plus grande et à des prix meilleur marché qu'avec le système de circulation des marchandises. Tout le monde sait que les kolkhozes qui ont passé des contrats avec le Gouvernement pour des échanges de produits (« paiement en marchandises ») bénéficient d'avantages infiniment plus grands que les kolkhozes qui n'en ont pas conclu. Si l'on étend le système d'échanges des produits à tous les kolkhozes du pays, toute notre paysannerie kolkhozienne bénéficiera de ces avantages. »

**28 septembre 1952.**

**J.Staline,**

**In « Les problèmes économiques du socialisme en URSS »**





### **Pour mieux comprendre l'histoire des SMT...**

En URSS la survivance de la production marchande provenait essentiellement du double système de production agricole, avec, à côté des fermes d'État, les sovkhozes, l'existence d'un système coopératif important, les kolkhozes.

Le budget de fonctionnement du kolkhoze et les revenus des kolkhoziens dépendaient de la vente des produits du kolkhoze.

Les sovkhozes, fermes d'État, étaient donc moins soumis à des contraintes d'efficacité à court terme, mais ils avaient plus de facilités pour expérimenter de nouveaux matériels, de nouvelles techniques, transposables aux kolkhozes par la suite, et aussi plus de disponibilité pour la mise en culture de terres vierges, pour la remise en état de terres abandonnées.

C'est cette dualité de fonctions qui a permis le développement intense de l'agriculture jusqu'à la guerre,

[http://www.persee.fr/docAsPDF/geo\\_0003-4010\\_1941\\_num\\_50\\_282\\_11692.pdf](http://www.persee.fr/docAsPDF/geo_0003-4010_1941_num_50_282_11692.pdf)

et qui a largement contribué à la reconstruction du pays, au fur et à mesure de la libération des zones rurales, dès 1943.

[http://www.persee.fr/docAsPDF/geo\\_0003-4010\\_1946\\_num\\_55\\_300\\_12551.pdf](http://www.persee.fr/docAsPDF/geo_0003-4010_1946_num_55_300_12551.pdf)

[http://www.persee.fr/docAsPDF/estat\\_1149-3755\\_1950\\_num\\_5\\_1\\_9457.pdf](http://www.persee.fr/docAsPDF/estat_1149-3755_1950_num_5_1_9457.pdf)

Mais cette complémentarité ne pouvait être fonctionnelle qu'en lien avec l'industrie d'État, qui produisait les tracteurs et les machines agricoles.

L'État restait propriétaire des tracteurs et matériels lourds, qui étaient mis à disposition, dans le cas des kolkhozes, via des Stations de Machines et Tracteurs, avec du personnel technique spécialisé, dans une sorte de partenariat fondé sur un échange direct, réglé en nature sur une part des récoltes, ce qui évitait aux kolkhozes de s'endetter.

Cet échange direct permettait à la fois de réduire la sphère d'influence de la production marchande et de l'économie monétaire en URSS et d'assurer le développement d'une partie essentielle de l'industrie des moyens de production, tout en contribuant à l'approvisionnement des villes.

